RENCONTRE TEBBOUNE-SIDI SAÏD-HADDAD

La trêve imposée

La prochaine tripartite, la 22e depuis la mise en place de ce cadre de dialogue social, aura lieu le 23 septembre prochain à Ghardaïa. C'est le seul fait marquant du conclave, qui a eu lieu hier, au niveau du Palais du gouvernement et ayant regroupé le gouvernement, l'UGTA et le patronat.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour donner à la rencontre de dimanche un cachet «très officiel», ses initiateurs l'ont qualifiée de réunion préparatoire à celle qui aura lieu le 23 septembre prochain à Ghardaïa. Une tripartite qui interviendra sept mois après celle qui a eu lieu en mars dernier à Annaba, présidée, à l'époque, par l'ex-Premier ministre M. Abdelmalek Sellal.

A ce propos, on a arrêté le principe que l'ordre du jour de la prochaine tripartite devra être défini «avant la fin août». C'est le Premier ministre en personne qu'il l'a dit en déclarant : «Nous invitons toutes les parties prenantes à la prochaine tripartite de soumettre leurs propositions, au cours du mois d'août, sur l'ordre du jour et les questions qui devraient être évoquées lors de la prochaine réunion de la tripartite.» «On doit trancher cette question et arrêter l'ordre du jour avant la fin août», a souligné M. Abdelmadjid Tebboune.

Le Premier ministre a également souligné que la prochaine tripartite traitera «obligatoirement» des bilans des actions engagées auparavant pour évaluation, ainsi que «l'actualité économique et les futures actions à entreprendre, de part et d'autre, pour une nouvelle démarche économique».

S'agissant du lieu de la tenue de la prochaine tripartite, M. Tebboune a relevé que le choix de la wilaya de Ghardaïa était «judicieux», car, a-t-il souligné, c'est une région du Sud qui dispose d'investisseurs qui sont «nombreux et très honnêtes». Donc, a-t-il poursuivi, Ghardaïa mérite des encouragements, d'autant plus qu'il s'agit d'une zone «qu'on devrait revoir» dans le cadre de l'aménagement du territoire.

«Entre Ghardaïa, El Menéa et Laghouat, c'est à Ghardaïa qu'on peut recentrer le développement économique de la région, car il y a de l'espace, de l'eau et beaucoup d'autres atouts. C'est pourquoi elle sera revue dans le plan de l'aménagement du territoire», a-t-il expliqué.

Par ailleurs, le Premier ministre a déclaré que la rentrée sociale sera «calme et sans problèmes», critiquant ceux qui tentent de «noircir» aux Algériens la situation financière du pays. «La rentrée sociale, contrairement à ce que disent certains, sera correcte, calme et sans problèmes», a déclaré M. Tebboune.

Il a estimé, par la même occasion, que «des gens tentent de noircir la situation financière du pays à des Algériens, alors que l'Etat n'a pas recouru à l'endettement et que les projets sont toujours en cours de réalisation, notamment ceux de l'enseignement, la santé, le logement, ainsi que la prise en charge sociale qui sont intouchables».

M. Tebboune a également souligné que le patronat «constitue pour le gouvernement un partenaire indissociable dans la croissance économique», saluant le rôle «stabilisateur» que joue l'UGTA au sein du monde du travail.

Pour sa part, le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi Saïd, a déclaré que «nous venons d'avoir avec le Premier ministre une rencontre riche et fructueuse». Plus explicite, il dira que «la réunion était riche du fait qu'elle nous a permis de faire un large tour d'horizon, avec nos partenaires du Pacte national économique et social de croissance, sur les pas importants accomplis et les étapes franchies depuis sa signature (en 2014), et ce, dans la voie de la construction d'une économie nationale prospère telle que proposée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika».

Le SG de l'UGTA a souligné que «tout cela s'est déroulé dans une entente cordiale et la cohésion de l'ensemble des partenaires du Pacte national économique et social de croissance autour du programme du Président Abdelaziz Bouteflika et de son gouvernement». «Il y a l'engagement du Premier ministre et celui de tous les partenaires sociaux, y compris l'UGTA, qui va encore s'atteler davantage à conforter cette stabilité qui est le moteur du développement économique et social», a-t-il insisté.

A. B.

C'ÉTAIT, HIER, À L'OCCASION DES FUNÉRAILLES DE REDHA MALEK

Tebboune, Haddad et Sidi-Saïd signifient la fin de leur «différend»

Les funérailles, hier, de Redha Malek ont été l'occasion pour le trio gouvernement-patronat-centrale syndicale de signifier, publiquement, la fin de leur brouille ou supposée comme telle.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Redha Malek, décédé avant-hier à l'âge de 86 ans des suites d'une longue maladie, a été inhumé, hier, au Carré des martyrs, au cimetière El-Alia, à l'est de la capitale.

Le natif de Batna en décembre 1931, lui dont la famille a émigré de la région de Timezrit, dans la wilaya de Béjaïa, dans la capitale des Aurès, a eu droit à des funérailles à la hauteur de son parcours. L'ancien porte-parole des négociations des Accords d'Evian ayant débouché sur le recouvrement par le pays de son indépendance nationale, l'ex-diplomate, ministre, chef de gouvernement et membre du Haut-Comité d'Etat (HCE) a été accompagné à son éternelle demeure dans une cérémonie officielle qui a vu la présence de tout le staff gouvernemental, à sa tête le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, le président de l'APN, Saïd Bouhadja, le frère-conseiller du président de la République, Saïd Bouteflika, le patron de l'UGTA, celui du FCE, en sus d'un aréopage de personnalités politiques et historiques, entre autres Abdelaziz Rahabi, Noureddine Bahbouh, Tahar Benbaïbèche, Hadj Yala, Abdelmadjid Azzi, et de plusieurs ambassadeurs étrangers accrédités à Alger.

Comme il fallait s'y attendre, ces funérailles de Redha Malek ont été l'occasion pour le gouvernement, la centrale syndicale et le Forum des chefs d'entreprises d'enterrer leur «hache de la guerre», après une dizaine de jours de froid qui avait ouvert la porte à toutes les supputations, certains étant allés jusqu'à y voir un «autre épisode» dans la «lutte de clans» composant le système en prévision des élections présidentielles de 2019. Ceci comme pour confirmer une coutume selon laquelle l'on ne se réconcilie que lors d'une fête mais surtout lors de funérailles avec toute l'ambiance qui s'y prête.

Et les accolades entre le frère-conseiller du président de la République, le président du FCE qui seront peu après rejoints par le secrétaire général de l'UGTA, et les longues discussions qui s'en sont suivies sont loin de relever du «hasard». Ces moments d'une «haute signification politique», comme le soulignaient des présents mais sous le sceau de l'anonymat, ont suscité un vif intérêt des gens des médias dont les objectifs des caméras et des appareils photo ont immortalisé cette réconciliation.

Photo : Samir Sid

Funérailles de Redha Malek.

Beaucoup parmi ceux qui étaient près de ces scènes ont tenu à saluer Saïd Bouteflika, qui à lui serrer la main, qui à échanger avec lui de chaudes accolades, lui qui s'est montré «très disponible» pour ce faire.

Parmi ces heureux «congratulateurs» du jour, l'ex-chef du groupe parlementaire du FLN, Mohamed Djemaï, venu de loin pour se frayer un chemin parmi la dense foule qui entourait le «trio» pour se rapprocher de Saïd Bouteflika et échanger avec lui des congratulations.

Des scènes qui ont été longues jusqu'à faire passer presque dans l'indifférence l'arrivée des officiels comme le Premier ministre qui, une fois le cortège funèbre démarré, offrira une autre image à très forte connotation politique, surtout après cette «tempête dans un verre d'eau», pour reprendre le secrétaire général du FLN, en allusion à la récente brouille entre l'exécutif, la centrale syndicale et le monde du patronat, à sa tête le FCE.

Abdelmadjid Tebboune était, en effet, aux côtés du frère-conseiller du président de la République, le secrétaire général de l'UGTA et le patron de la première organisation patronale du pays, juste derrière le premier carré composé notamment de Ali Haroun, le compagnon de longue date du défunt, et des présidents des deux Chambres du Parlement.

M. K.

LE PREMIER MINISTRE L'A AFFIRMÉ HIER

L'Algérie n'aura pas recours à l'endettement extérieur en dépit des difficultés financières

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé hier que l'Algérie n'aura pas recours à l'endettement extérieur en dépit des difficultés financières induites par la chute des prix du pétrole.

«Il est hors de question de recourir à l'endettement extérieur et nous ne voulons même pas y penser. Nous refusons d'hypothéquer notre souveraineté quelle que soit la situation, et ce sont là les instructions du président de la République», a déclaré M. Tebboune lors de la réunion préparatoire de la prochaine Tripartite.

«Face aux déséquilibres macroéconomiques dans le contexte du recul des recettes pétrolières, nous allons compter sur nos capacités, petites ou grandes soient-elles», a-t-il ajouté.

En dépit de la «situation tendue», l'Etat dispose de moyens matériels lui permettant de continuer à financer les projets de développement prioritaires notamment en matière de logement, de santé, d'enseignement, à payer les salaires et à importer à hauteur de 35 milliards de dollars par an, a soutenu le Premier ministre.

En fait, «l'ambition de l'Algérie est beaucoup plus grande, puisqu'elle vise à être, le plus rapidement possible, au diapason des pays émergents par la mise en place d'une économie intégrée», a indiqué M. Tebboune.

Soulignant que l'Etat compte poursuivre les programmes d'investissement public mais de manière «plus rationnelle», le Premier ministre a estimé que «le moment est venu de procéder à une évaluation des efforts consentis (en la matière), d'autant que les investissements publics accaparaient près d'un tiers du PIB, ce qui est énorme», a-t-il dit.

Il a indiqué que «l'investissement public imprime une dynamique à l'économie nationale, mais que seule l'entreprise peut réellement créer de la richesse».

«Aussi, importe-t-il de miser sur les PME plutôt que sur les grands investissements qui n'ont pas apporté les résultats escomptés», a-t-il ajouté, précisant que les PME «ne nécessitent pas d'importants financements et donnent des résultats rapidement».

Précisant que les PME seront orientées vers la satisfaction des besoins du marché local, l'un des plus importants marchés de consommation de la région, le Premier ministre a affirmé que «nous devons être les premiers à bénéficier de notre marché. Nous n'importerons plus de biens de grande consommation si nous réussissons à développer un tissu local de PME».